

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 88 — 2113

**28 JUILLET 1988. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
relatif à l'octroi de subventions aux communes pour l'exécution de travaux d'éclairage public  
destinés à réaliser des économies d'énergie**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, VII et VIII, 3°;  
Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1988 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;  
Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mai 1988 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif;  
Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1982, modifié par celui du 23 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;  
Vu l'avis de l'Inspection des Finances;  
Vu l'accord du Ministre du Budget;  
Vu la loi sur le Conseil d'Etat, coordonnée le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiée par la loi du 8 août 1980;  
Vu l'urgence;  
Considérant qu'il importe, dans l'intérêt des finances communales, de réaliser, le plus tôt possible, des économies d'énergie dans le domaine de l'éclairage public;  
Sur proposition des Ministres de la Région wallonne ayant l'Energie et les Travaux subsidiés dans leurs compétences,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

« Ministres » : les Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon qui ont dans leurs attributions l'Energie et les Travaux subsidiés aux Pouvoirs locaux.

« Allocataire » : la commune bénéficiaire de la subvention.

« Appareil d'éclairage public » : l'ensemble constitué par le luminaire et, le cas échéant, la crosse et la lampe.

« Renouvellement des appareils d'éclairage public » : opération qui consiste à enlever l'appareil vétuste existant et à le remplacer par un nouvel appareil, comprenant les accessoires et la lampe.

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, des subventions peuvent être octroyées aux communes pour le renouvellement d'appareils d'éclairage public existants. Cette subvention est exclusivement réservée au placement d'appareils répondant aux normes d'un cahier des charges type 310 et du code de bonne pratique adoptés par l'Exécutif ou les Ministres qu'il délègue.

Art. 3. Sont expressément exclus du champ d'application du présent arrêté :

- l'extension d'un réseau d'éclairage public existant;
- le déplacement des réseaux d'éclairage public;
- le renouvellement exclusif des lampes;
- le renouvellement des poteaux, câbles d'alimentation et boîte de dérivation.

Art. 4. La demande de subvention de l'investissement doit contenir, à l'appui du projet d'investissement, tous les documents techniques et administratifs relatifs au projet et, en tout cas, les documents suivants :

1. Un plan de situation précis indiquant pour chaque point lumineux le type d'appareil d'éclairage et la puissance de la source lumineuse à renouveler ainsi que le type de l'appareil d'éclairage nouveau et la puissance de la nouvelle source lumineuse.

2. Une estimation détaillée du coût des travaux, devis justificatif à l'appui.

3. Le cahier spécial des charges.

4. Le formulaire T 1 (bilan énergétique et photométrique) dûment complété.

5. La justification de l'accomplissement des formalités de tutelle éventuelle.

6. La preuve des autorisations requises par d'autres réglementations.

Art. 5. Le projet d'investissement est approuvé par l'Exécutif ou les Ministres qu'il délègue. L'Exécutif ou les Ministres qu'il délègue notifie aux demandeurs la promesse ferme d'octroi de subsides.

Art. 6. 6.1. Le montant de la subvention se calcule comme suit :

— 8 000 francs par appareil d'éclairage public :

de type sodium basse pression et d'une puissance égale à 26 watts;

de type sodium basse pression et d'une puissance supérieure ou égale à 36 watts;

de type sodium haute pression et d'une puissance égale à 50 watts et à 70 watts;

— 10 000 francs par appareil d'éclairage public :

de type sodium haute pression et d'une puissance égale à 100 watts;

de type sodium haute pression et d'une puissance égale à 150 watts;

de type sodium haute pression et d'une puissance égale à 250 watts.

L'Exécutif régional wallon se réserve le droit de revoir ces montants une fois par année.

6.2. La liquidation de la subvention intervient après la réception :

- 1° du décompte final des travaux certifié conforme par le collège des bourgmestre et échevins;
- 2° du rapport relatif à l'attribution du marché de fournitures;
- 3° des factures et autres documents justificatifs de l'emploi de la subvention;
- 4° du procès-verbal constatant la réception provisoire.

6.3. Le montant de la subvention sera revu lorsque le décompte final des travaux fait apparaître que le nombre d'appareils d'éclairage public effectivement installé est inférieur à celui qui avait servi de base pour le calcul de la subvention.

6.4. Les subventions visées par le présent arrêté ne peuvent être cumulées avec d'autres subventions.

Art. 7. Dès l'octroi de la subvention, la Région peut faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'Exécutif ou les Ministres qu'il délègue pourront exiger de l'administration communale tous renseignements de quelque nature qu'ils soient, concernant les installations subventionnées et la gestion de celles-ci.

Art. 8. Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, l'allocataire :

1° qui ne respecte pas les dispositions du présent arrêté;

2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée;

3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 7.

Le paiement de subventions peut être suspendu aussi longtemps que, pour les subventions accordées antérieurement par application du présent arrêté, l'allocataire ne peut justifier de leur utilisation ou rester en défaut de communiquer les renseignements visés à l'article 7.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets dès sa parution au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 juillet 1988.

Le Ministre-Président de la Région wallonne chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre de la Région wallonne chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

A. COOLS

Le Ministre de la Région wallonne chargé de l'Agriculture de l'Environnement et de l'Energie,

G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 2113

#### 28. JULI 1988. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Gewährung von Subventionen an die Gemeinden für die Ausführung von Straßenbeleuchtungsarbeiten zwecks Energieeinsparungen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, VII und VIII, Punkt 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1988 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Mai 1988 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1982, abgeändert durch den Erlaß vom 23. Dezember 1985 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzes über den Staatsrat, insbesondere des durch das Gesetz vom 8. August 1980 abgeänderten Artikels 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es im Interesse der Finanzen der Gemeinden von Bedeutung ist, Energieeinsparungen im Bereich der Straßenbeleuchtung so schnell wie möglich zu machen;

Auf Vorschlag der Minister der Wallonischen Region, zu deren Zuständigkeitsbereichen die Energie und die bezuschußten Arbeiten gehören,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses bedeutet :

« Minister » : die Minister, Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive, zu deren Zuständigkeitsbereichen die Energie und die bezuschußten Arbeiten gehören.

« Empfänger » : die Gemeinde, die die Subvention in Anspruch nimmt.

« Straßenbeleuchtungskörper » : den aus dem Leuchtkörper und, gegebenenfalls, aus der Bogenstruktur und aus der Lampe bestehenden Aufbau.

« Ersatz der Straßenbeleuchtungskörper » : Maßnahme, die darin besteht, den vorhandenen überalterten Körper zu entfernen und ihn durch einen neuen Körper mit Zubehör und Lampen zu ersetzen.

Art. 2. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel können die Gemeinden Subventionen für den Ersatz der bestehenden Straßenleuchtungskörper erhalten. Diese Subvention gilt ausschließlich für die Anlage von Geräten, die den Normen eines Lastenhefts Modell 310 oder den von der Exekutive oder von den Ministern, die sie bevollmächtigt, angenommenen Verhaltensregeln entsprechen.

Art. 3. Sind vom Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses ausdrücklich ausgeschlossen :

- die Erweiterung eines bestehenden Straßenbeleuchtungsnetzes;
- das Umstellen der Straßenbeleuchtungsnetze;
- den Ersatz von Lampen ausschließlich;
- den Ersatz der Pfähle, Speiseleitungen und der Abzweigdosen.

**Art. 4.** Der Antrag auf Bezuschussung der Investition muß zur Unterstützung des Investitionsvorhabens alle technischen und verwaltungstechnischen Unterlagen in bezug auf das Vorhaben, und auf jeden Fall die folgenden Unterlagen enthalten :

1. Einen genauen Lageplan mit der Angabe, für jeden Lichtpunkt, des Beleuchtungskörpermodells und der Leistung der Lichtquelle, die zu ersetzen sind, sowie des neuen Beleuchtungskörpermodells und der Leistung der neuen Lichtquelle.

2. Eine detaillierte Abschätzung der Arbeitskosten, mit Kostenvoranschlag zum Beleg.

3. Das Sonderlastenheft.

4. Den ordnungsgemäß ausgefüllten Vordruck T 1 (Energie- und Lichtmessungsbilanz).

5. Den Nachweis der Erfüllung der eventuellen Aufsichtsformalitäten.

6. Den Nachweis der durch andere Regelungen vorgeschriebenen Genehmigungen.

**Art. 5.** Das Investitionsvorhaben wird durch die Exekutive oder durch die von ihr bevollmächtigten Minister genehmigt. Die Exekutive bzw. die von ihr bevollmächtigten Minister benachrichtigen den Antragstellern die feste Subventionszusage.

**Art. 6.1.** Die Höhe der Subvention errechnet sich wie folgt :

— 8 000 Franken für jeden Straßenbeleuchtungskörper :

des Typs Niederdruck-Natrium und mit einer Leistung von 26 Watt;

des Typs Niederdruck-Natrium mit einer Leistung die größer als 36 Watt ist oder dieser Leistung entspricht;

des Typs Niederdruck-Natrium mit einer Leistung, die gleich 50 Watt und 70 Watt ist;

— 10 000 Franken für jeden Straßenbeleuchtungskörper :

des Typs Hochdruck-Natrium mit einer Leistung die 100 Watt gleich ist;

des Typs Hochdruck-Natrium mit einer Leistung, die 150 Watt gleich ist;

des Typs Hochdruck-Natrium mit einer Leistung, die 250 Watt gleich ist.

Die Wallonische Regionalexekutive behält sich das Recht vor, diese Beträge einmal im Jahr zu überprüfen.

**6.2.** Die Auszahlung der Subvention erfolgt nach Erhalt :

1° der durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium beglaubigten Endabrechnung der Arbeiten;

2° des Berichts über den Zuschlag des Lieferauftrags;

3° der Rechnungen und der anderen Belege der Verwendung der Subvention;

4° des Feststellungsprotokolls der vorläufigen Abnahme.

**6.3.** Der Subventionsbetrag wird überprüft, wenn aus der Endabrechnung der Arbeiten hervorgeht, daß die Zahl der tatsächlich angebrachten Straßenbeleuchtungskörper kleiner als diejenige, der die Berechnung der Subvention zugrunde gelegt wurde, ist.

**6.4** Die im vorliegenden Erlaß erwähnten Subventionen dürfen nicht mit anderen Subventionen kumuliert werden.

**Art. 7.** Sobald die Subvention erteilt worden ist, kann die Region die Kontrolle der Verwendung der zuerkannten Mittel an Ort und Stelle veranlassen. Die Exekutive bzw. die von ihr bevollmächtigten Minister dürfen von der Gemeindeverwaltung alle Auskünfte, gleich welcher Art, über die bezuschußten Anlagen und deren Bewirtschaftung verlangen.

**Art. 8.** Der Empfänger :

1° der die Bestimmungen dieses Erlasses nicht einhält;

2° der die Subvention nicht zweckmäßig verwendet;

3° der sich der in Artikel 7 erwähnten Kontrolle entgegensetzt,  
ist verpflichtet, die Subvention unverzüglich zurückzuerstatten.

Die Auszahlung von Subventionen kann ausgesetzt werden, solange der Empfänger die Verwendung der früher in Anwendung des vorliegenden Erlasses gewährten Subventionen nicht nachweisen kann oder die in Artikel 7 erwähnten Auskünfte nicht erteilt.

**Art. 9.** Vorliegender Erlaß tritt ab seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namür, den 28. Juli 1988.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaft und den K.M.B.,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für die lokalen Behörden, die bezuschußten Arbeiten und das Wasser,

A. COOLS

Der Minister der Wallonischen Region für die Landwirtschaft, die Umwelt und die Energie,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 2113

28 JULI 1988. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
betreffende de toekenning van subsidies aan de gemeenten voor de uitvoering van werken van openbare verlichting  
om energiebesparingen te verwezenlijken

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, VII en VIII, 3°;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1988 houdende regeling van de werking van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 mei 1988 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1985;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wet op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is, in het belang van de gemeentefinanciën, zo vroeg mogelijk energiebesparingen op het gebied van de openbare verlichting te verwezenlijken;

Op de voordracht van de Ministers van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden Energie en Gesubsidieerde Werken behoren,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

« Ministers » : de Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheden Energie en Gesubsidieerde Werken behoren.

« Begunstigde » : de gemeente die de subsidie geniet.

« Openbare verlichtingsinrichting » : de gehele verlichtingsinrichting en, in voorkomend geval, de verlichtingsmast en de lamp.

« Vervanging van openbare verlichtingsinrichtingen » : dat wil zeggen de bestaande oude verlichtingsinrichting wegnemen om dit verlichtingstoestel te vervangen door een nieuwe inrichting die de aanvullende onderdelen en de lamp omvat.

**Art. 2.** Binnen de perken van beschikbare begrotingskredieten kunnen subsidies aan de gemeenten verleend worden met het oog op de vervanging van bestaande openbare verlichtingsinrichtingen. Die subsidie wordt uitsluitend voorbehouden voor het plaatsen van inrichtingen die voldoen aan de normen van een bestek type 310 en aan de normen van de door de Executieve of de door haar afgevaardigde Ministers goedgekeurde gedragsregelen.

**Art. 3.** Worden uitdrukkelijk uitgesloten van de toepassingsfeer van dit besluit :

- de uitbreiding van een bestaand openbaar verlichtingsnet;
- de verplaatsing van openbare verlichtingsnetten;
- de vervanging van de lampen alleen;
- de vervanging van verlichtingsmasten, stroomtoevoerkabels en van lasdozen.

**Art. 4.** De aanvraag om subsidiëring van die investering moet, ter ondersteuning van het investeringsontwerp, alle technische en administratieve documenten betreffende het ontwerp en, in ieder geval, de volgende documenten omvatten :

1. Een duidelijk situatieplan dat voor elk verlichtingspunt het type van verlichtingsinrichting en het vermogen van de lichtbron te vervangen, alsmede het vermogen van de nieuwe lichtbron vermeldt.
2. Een uitvoerige raming van de kosten van die werken vergezeld van een bewijzend bestek.
3. Het bijzondere bestek.
4. Het beoorlijkt aangevulde T1-formulier (energetische en fotometrische balans).
5. Het bewijs dat de eventuele formaliteiten inzake toezicht worden vervuld.
6. Het bewijs van de door andere reglementeringen vereiste vergunningen.

**Art. 5.** Het investeringsontwerp wordt goedgekeurd door de Executieve of de door haar afgevaardigde Ministers. De Executieve of de door haar afgevaardigde Ministers betekenen aan de aanvragers de vaste belofte tot toekenning van de subsidies.

**Art. 6. 6.1.** Het bedrag van de subsidie wordt berekend als volgt :

- 8 000 BF per openbare verlichtingsinrichting :  
van type natrium lage druk met een vermogen van 26 watts;  
van type natrium lage druk met een vermogen groter dan of gelijk aan 36 watts;  
van type natrium hoge druk met een vermogen van 50 watts en 70 watts;
- 10 000 BF per openbare verlichtingsinrichting :  
van type natrium hoge druk met een vermogen van 100 watts;  
van type natrium hoge druk met een vermogen van 150 watts;  
van type natrium hoge druk met een vermogen van 250 watts.

De Waalse Gewestexecutieve behoudt zich het recht voor die bedragen eenmaal per jaar te herzien.

**6.2.** De subsidie wordt vereffend na ontvangst :

- 1° van de eindafrekening van de door het college van burgemeester en schepenen eensluidend verklaarde werken;
- 2° van het verslag betreffende de gunning van de opdracht voor aanneming van leveringen;
- 3° de facturen en andere documenten die het gebruik van de subsidie verantwoorden;
- 4° van het proces-verbaal dat de voorlopige goedkeuring van het werk vaststelt.

**6.3.** Het bedrag van de subsidie zal worden herzien wanneer uit de eindafrekening van de werken blijkt dat het werkelijk geplaatste aantal openbare verlichtingstoestellen kleiner is dan het aantal dat in aanmerking werd genomen voor de berekening van de subsidie.

**6.4.** De door dit artikel bedoelde subsidies kunnen niet met andere subsidies gecumuleerd worden.

**Art. 7.** Zodra de subsidie wordt verleend, kan het Gewest ter plaatse tot de controle van het gebruik van toegekende bedragen overgaan.

De Executieve of de door haar afgevaardigde Ministers kunnen van het gemeentebestuur alle inlichtingen, ongeacht hun aard, eisen die betrekking hebben op de gesubsidieerde installaties en op het beheer ervan.

**Art. 8.** Wordt ertoe gehouden onverwijld het bedrag van de subsidie terug te betalen, de begunstigde :

- 1° die de bepalingen van dit besluit niet in acht neemt;
- 2° die de subsidie niet gebruikt tot het doel waarvoor zij werd verleend;
- 3° die de in artikel 7 bedoelde controle hindert.

De betaling van de subsidie kan opgeschort worden zolang, voor de voorafgaande verleende subsidies, de begunstigde het gebruik ervan niet kan bewijzen of zolang hij de in artikel 7 bedoelde inlichtingen niet verstrekt.

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 28 juli 1988.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest belast met Economie en K.M.O.'s,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Energie,

G. LUTGEN

## ANDERE BESLUITEN

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

#### Logistiek bestuur. — Erkennung van dagbladeenheden

Bij koninklijke besluiten van 4 augustus 1988 en 23 november 1988 worden de hierna opgesomde dagbladeenheden erkend om te kunnen genieten van het voordeel van de wet van 19 juli 1979 tot behoud van de verscheidenheid in de opiniedagbladers :

- Het Belang van Limburg (Concentra N.V.);
- Gazet Van Antwerpen/Gazet van Mechelen (De Vliet N.V.);
- Het Laatste Nieuws/De Nieuwe Gazet (Uitgeverij J. Hoste N.V.);
- De Standaard/Het Nieuwsblad/De Gentenaar (Vlaamse Uitgeversmaatschappij N.V.);
- Het Volk/De Nieuwe Gids (Drukkerij Het Volk N.V.);
- De Morgen/Vooruit/De Antwerpse Morgen (N.V. De Nieuwe Morgen);
- De Financieel Economische Tijd (Uitgeversbedrijf Tijd N.V.);
- Le Journal et Indépendance/Le Peuple (S.A. Nouvelle Presse démocrate socialiste);
- La Wallonie (Société d'Impression et d'Édition S.C.);
- La Dernière Heure/L'Avenir du Tournais/Les Sports (S.A. d'Éditions de la Dernière Heure);
- La Libre Belgique/Gazette de Liège (Éditions de la Libre Belgique S.A.);
- La Meuse/La Lanterne (Imprimerie et Journal La Meuse S.A.);
- La Nouvelle Gazette/La Province (S.A. de Presse et d'Éditions);
- Le Soir (Rossel et Cie S.A.);
- L'Avenir du Luxembourg (Avenir du Luxembourg S.A.);
- L'Echo de la Bourse (S.A. d'Édition de l'Echo de la Bourse);
- Vers l'Avenir/Le Courrier (Vers l'Avenir S.A.);
- Le Drapeau Rouge (Société populaire d'Éditions S.A.);
- Grenz-Echo (Grenz-Echo S.C.).

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 23 maart 1988, dat in werking treedt op 15 december 1988, is de heer Van Damme, K., adjunct-secretaris-hoofd van dienst bij het parket van het hof van beroep te Gent, in ruste gesteld.

Hij mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 3 juni 1988, dat in werking treedt op 13 december 1988, is de heer Waterschoot, A., adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, in ruste gesteld.

Hij mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 16 september 1988, is aangewezen tot griffier-hoofd van dienst bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, voor een nieuwe termijn, ingaande op 18 december 1988 en eindigend op 22 juni 1990, de heer Eeckhout, A., griffier bij die rechtbank.

## AUTRES ARRÊTÉS

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

#### Administration logistique. — Agréation d'entités de presse

Par arrêtés royaux des 4 août 1988 et 23 novembre 1988, les entités de presse désignées ci-après ont été agréées pour bénéficier de l'avantage de la loi du 19 juillet 1979 tendant à maintenir la diversité dans la presse quotidienne d'opinion :

- Het Belang van Limburg (Concentra N.V.);
- Gazet Van Antwerpen/Gazet van Mechelen (De Vliet N.V.);
- Het Laatste Nieuws/De Nieuwe Gazet (Uitgeverij J. Hoste N.V.);
- De Standaard/Het Nieuwsblad/De Gentenaar (Vlaamse Uitgeversmaatschappij N.V.);
- Het Volk/De Nieuwe Gids (Drukkerij Het Volk N.V.);
- De Morgen/Vooruit/De Antwerpse Morgen (N.V. De Nieuwe Morgen);
- De Financieel Economische Tijd (Uitgeversbedrijf Tijd N.V.);
- Le Journal et Indépendance/Le Peuple (S.A. Nouvelle Presse démocrate socialiste);
- La Wallonie (Société d'Impression et d'Édition S.C.);
- La Dernière Heure/L'Avenir du Tournais/Les Sports (S.A. d'Éditions de la Dernière Heure);
- La Libre Belgique/Gazette de Liège (Éditions de la Libre Belgique S.A.);
- La Meuse/La Lanterne (Imprimerie et Journal La Meuse S.A.);
- La Nouvelle Gazette/La Province (S.A. de Presse et d'Éditions);
- Le Soir (Rossel et Cie S.A.);
- L'Avenir du Luxembourg (Avenir du Luxembourg S.A.);
- L'Echo de la Bourse (S.A. d'Édition de l'Echo de la Bourse);
- Vers l'Avenir/Le Courrier (Vers l'Avenir, S.A.);
- Le Drapeau Rouge (Société populaire d'Éditions S.A.);
- Grenz-Echo (Grenz-Echo S.C.).

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 23 mars 1988, entrant en vigueur le 15 décembre 1988, M. Van Damme, K., secrétaire adjoint-chef de service au parquet de la cour d'appel de Gand, est admis à la retraite.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 3 juin 1988, entrant en vigueur le 13 décembre 1988, M. Waterschoot, A., secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Termonde, est admis à la retraite.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 16 septembre 1988, est désigné en qualité de greffier-chef de service au tribunal de première instance de Courtrai, pour un nouveau terme, prenant cours le 18 décembre 1988 et expirant le 22 juin 1990, M. Eeckhout, A., greffier à ce tribunal.